

*L'Adresse—M. Riis*

doive être appuyée systématiquement partout où elle se manifeste.

L'action du gouvernement nous cause de nombreuses inquiétudes. Nous constatons qu'à l'heure actuelle un nombre croissant de Canadiens éprouvent de plus en plus de difficulté à poursuivre leurs études postsecondaires, que ce soit dans un centre de formation professionnelle, une école technique, un institut, un collège ou une université. C'est particulièrement vrai en Colombie-Britannique où le gouvernement provincial a jugé bon de réduire les subventions versées aux étudiants qui se limitent pratiquement aux programmes de prêts du gouvernement fédéral à l'heure actuelle. Il n'est pas rare que des jeunes diplômés de nos établissements postsecondaires terminent leurs études avec 25 000 ou 30 000 \$ de dettes et incapables de trouver du travail dans leur branche.

Je trouve plutôt étrange que des gouvernements qui disent ne pas avoir les moyens de financer l'enseignement postsecondaire, comme le gouvernement fédéral actuel et le gouvernement de la Colombie-Britannique qui prétend devoir réduire ses dépenses en matière d'enseignement postsecondaire, puissent trouver des sommes d'argent substantielles à consacrer à des groupes de leur choix. Je rappelle à mes collègues et amis qu'il a suffi d'une fin de semaine pour que le gouvernement débloque un milliard de dollars, provenant des contribuables, pour venir en aide à un certain nombre de déposants et secourir deux banques canadiennes. Qui étaient ces déposants? Il y avait de petits déposants qu'il fallait aider, sans contredit. Mais devions-nous en faire autant pour la Banque d'Amérique, la *Citibank*, la *Wells Fargo Bank*, la Banque de New York et la Banque du Japon? Ce sont de grosses banques internationales dont les dépôts atteignaient des millions de dollars et dépassaient même, dans certains cas, les 25 millions? Fallait-il utiliser nos recettes fiscales pour soutenir et secourir ces déposants? Je ne le pense pas. Si le gouvernement peut, en l'espace d'une fin de semaine, trouver un milliard de dollars pour leur venir en aide, il est certainement capable, ma foi, d'aider les jeunes de nos établissements d'enseignement postsecondaire à développer leurs talents et leur savoir-faire.

A titre de représentant de la Colombie-Britannique, je m'inquiète tout particulièrement des interventions de notre premier ministre provincial ces jours derniers. Le Canada avait porté sa cause devant la Commission du commerce international du ministère du commerce, parce que les États-Unis menaçaient d'imposer des droits compensateurs qui auraient causé la perte de 25 000 à 30 000 emplois dans le secteur forestier au Canada. Or, le premier ministre de la Colombie-Britannique s'est mis à réfléchir tout haut. Lui et son ministre responsable des forêts se sont demandé si nos droits de coupe n'étaient pas trop faibles, si le secteur n'était pas effectivement subventionné et s'il ne fallait pas examiner la question. Le gouvernement fédéral, les entrepreneurs, les syndicats et les provinces qui se sentent menacés par ces droits compensateurs ont donc été obligés de faire une proposition de dernière heure afin de contrecarrer l'entreprise de sabotage du premier ministre de la Colombie-Britannique. Les sociétés forestières américaines leur ont opposé une fin de non-recevoir, maintenant que les Canadiens ont plus ou moins admis le recours à des pratiques commerciales injustes. Il y a un sénateur américain qui a dit

que le Canada s'était fait prendre la main dans le sac. Maintenant, ils nous tiennent, du fait essentiellement que c'est le gouvernement du Canada, encouragé et poussé par l'initiative du premier ministre de la Colombie-Britannique, qui a dû se reconnaître coupable avant que le verdict n'ait été rendu.

Cela nous concerne tous, quand nous nous demandons jusqu'à quel point le gouvernement est équitable et humanitaire. Qu'est-ce que c'est qu'un gouvernement qui présente des projets de loi, comme le gouvernement actuel a l'intention de faire, qui auraient pour effet d'augmenter de 650 millions par année, d'ici à 1995, la facture annuelle de médicaments des Canadiens? L'Association canadienne des fabricants de produits pharmaceutiques nous dit que si le projet de loi visant les médicaments brevetés est présenté et adopté, les Canadiens vont payer des centaines de millions de dollars de plus en médicaments chaque année. Cela va constituer une très lourde surcharge, non seulement pour nos divers établissements de santé d'un bout à l'autre du pays mais surtout pour les Canadiens âgés. Voilà une chose encore une fois qu'un gouvernement équitable et humanitaire ne songerait pas à présenter, pour ne rien dire des modifications au régime d'assurance-chômage qui ont été apportées pour empêcher des gens qui avaient cotisé à l'assurance pendant des années et des années d'en profiter à leur tour. Comme si on payait une police d'assurance incendie sur sa maison, sans pouvoir toucher l'indemnité quand la maison brûle. Par souci d'équité, cette disposition aurait dû être supprimée, en tout cas abolie rétroactivement.

Tous les jours nous entendons parler des graves difficultés de l'agriculture. Conversant avec des producteurs agricoles de ma circonscription, je sais qu'ils sont extrêmement coincés. Pourtant, un des principaux programmes présentés par le gouvernement n'apporte ni aide, ni soutien, ni argent à long terme à bas intérêt. Il donne de l'argent aux gens pour qu'ils quittent la ferme. En d'autres termes, le gouvernement cherche à réduire le nombre des fermes familiales. Il veut que les gens quittent l'agriculture. En fait, si nous poursuivons dans la voie où nous sommes engagés aujourd'hui, le secteur agricole canadien sera abandonné aux grandes entreprises, et nous verrons l'entreprise agro-industrielle remplacer le régime des exploitations familiales.

Qu'en est-il de la promesse de donner le contrat de construction du brise-glace *Polar 8* à la Colombie-Britannique? Nous pourrions argumenter à ce sujet, mais l'ex-ministre des Transports avait dit que l'on annoncerait bientôt une décision à cet égard. Il avait laissé entendre que les appels d'offres seraient limités aux chantiers navals de la côte ouest. Nous avons attendu des semaines et des mois et jusqu'à aujourd'hui le ministre des Transports (M. Crosbie) n'a toujours rien à dire pour nous rassurer que le gouvernement va respecter sa promesse faite il y a plusieurs mois aux gens de la Colombie-Britannique.

Qu'en est-il de l'encouragement réel au reboisement, à la sylviculture, au développement des pêches ou au développement de l'infrastructure urbaine? Nous avons entendu le ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Bouchard) dire aujourd'hui que le gouvernement voulait aider à la création d'emplois véritables au Canada. Il n'y a pas de meilleure façon pour le gouvernement d'investir dans l'avenir du Canada et de créer des possibilités réelles de formation à long terme que